



N° 33

Le 10 février 1992

M^{me} MONIQUE LANDRY RÉAFFIRME L'ENGAGEMENT DU CANADA ENVERS L'AFRIQUE

La ministre des Relations extérieures et du Développement international, l'honorable Monique Landry, a réaffirmé aujourd'hui l'engagement du Canada envers l'Afrique et a dévoilé les grandes lignes d'une nouvelle stratégie de coopération avec l'Afrique, intitulée *Afrique 21*. L'intervention de M^{me} Landry, devant le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM), clôturait les activités de la deuxième Semaine du développement international.

«Cet engagement du Canada demeure essentiel et durable et accorde une place de choix au respect des droits de la personne et à la bonne gestion gouvernementale», a déclaré M^{me} Landry. Après avoir brossé un tableau d'ensemble de la politique canadienne à l'égard de l'Afrique, la ministre a noté que des consultations intensives avaient accompagné l'examen de cette politique.

M^{me} Landry a souligné qu'*Afrique 21*, dont la mise en oeuvre relèvera de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), se veut une vision à long terme de la coopération canado-africaine à l'aube du 21^e siècle. La stratégie s'oriente résolument vers le développement durable et équitable, tout en témoignant du désir des Canadiens de contribuer au développement démocratique et au progrès économique et social en Afrique. S'inscrivant dans la politique canadienne d'ensemble envers l'Afrique, la nouvelle stratégie favorisera, entre autres, l'intégration économique régionale sur le continent africain.

«*Afrique 21* tentera de répondre aux attentes des partenaires africains à la recherche d'un appui dans leur progression vers l'unité, la démocratie et l'entrepreneurship», a indiqué M^{me} Landry. La stratégie visera à harmoniser les programmes de l'ACDI et ceux des autres partenaires canadiens et africains. La ministre a réitéré la volonté du

Canada de consulter régulièrement ces mêmes partenaires dans la mise en oeuvre d'Afrique 21 et son adaptation aux réalités africaines en constante évolution.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias peuvent communiquer avec le :

Service des relations avec les médias
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
(613) 995-1874

Pour de plus amples renseignements, ou pour obtenir copie du discours, les représentants des médias peuvent communiquer avec le :

Cabinet de la Ministre
M^{me} Isabelle Hudon
(819) 994-6161

ou la :

Direction générale des communications
ACDI
M. Jean-Marc Emery
(819) 953-6060

Document d'information

SITUATION POLITIQUE EN AFRIQUE

Le continent africain continue d'attirer l'attention internationale pour des raisons humanitaires et à cause d'importants conflits militaires, ainsi que de nombreuses perturbations civiles qui ont ébranlé la majorité des régimes autoritaires au cours des deux dernières années. Mais, pour la première fois depuis près de dix ans, des agences internationales telles que l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et le Fonds monétaire international (FMI) et autres constatent une évolution encore précaire mais positive dans trois domaines: progrès dans les réformes et la croissance économiques, l'amorce de solutions aux guerres civiles, et l'intérêt grandissant des pays pour le pluralisme politique.

Ce qui caractérise le plus l'Afrique depuis deux ans, c'est la transformation accentuée sur le plan politique, avec la montée des régimes à tendance démocratique. Cette évolution est marquée par l'introduction ou, dans plusieurs cas, le retour du multipartisme, dans près de 25 pays du continent et des îles avoisinantes. Ces transformations sur le plan politique sont suivies de près par des réformes encore hésitantes dans le domaine des institutions civiles et de l'État, tels le judiciaire et la presse. Un très grand nombre de journaux d'opposition sont apparus dans les pays engagés sur la voie des réformes démocratiques. Toutefois, la presse électronique sur le continent demeure en majeure partie sous le contrôle direct de l'État.

Bien que plusieurs pays soient toujours cités par les agences de presse internationales pour leurs violations des droits de la personne et leurs limitations des libertés civiles et politiques, un progrès remarquable a été accompli sur le plan de la libération des prisonniers politiques, l'introduction de structures judiciaires et la démocratisation du processus politique. Plus de 35 pays ont modifié ou introduit de nouvelles constitutions ou lois fondamentales qui offrent toutes les possibilités pour la mise en place d'États démocratiques garantissant le respect des libertés politiques, civiles et individuelles. Une prise de conscience se fait sur l'importance à accorder à la protection des droits de la personne. De même, un certain progrès s'est amorcé pour assurer la protection de l'enfance et pour reconnaître le rôle de la femme dans le développement.

Malgré les minces progrès enregistrés et la fin de la rivalité idéologique des grandes puissances sur le continent, les réformes politiques continuent, dans plusieurs pays, d'être précédées et accompagnées de perturbations civiles et de violence. Les événements récents dans une dizaine de pays qui ont amorcé des réformes démocratiques rappellent que le risque d'interventions

militaires demeure réel. De plus, les effets de la guerre civile et l'insurrection armée dictent toujours les règles du jeu dans plus d'une dizaine de pays. Enfin, l'opposition à la démocratisation par une dizaine de régimes autoritaires demeure une préoccupation.

Sur le plan économique, près de 35 pays ont entrepris des programmes de restructuration de leur infrastructure économique, souvent avec l'appui d'organismes internationaux. L'austérité qui en résulte affecte sérieusement toutes les couches de la société africaine.

Sur le plan de l'assistance sociale et humanitaire, l'Afrique continue à bénéficier d'une large part des efforts consentis pour les pays les plus pauvres du globe. Par contre, les interventions des pays donateurs aura permis de circonscrire plusieurs des grands problèmes à court terme. Sur le plan de la santé, le Sida continue de faire des ravages importants, bien que sa croissance soit moins élevée, et d'autres épidémies tel le choléra demeurent endémiques. La production alimentaire, qui est très inégale, demeure déficitaire pour l'ensemble du continent. Les ravages de l'environnement sont encore peu contrôlés. Enfin, l'accroissement de la population (642 millions), qui a plus que doublé depuis la période des accessions à l'indépendance, dans les années 60, et qui aura à nouveau doublé vers l'an 2010, continue de créer des pressions incontournables sur les économies et les systèmes sociaux déjà précaires et insuffisants des États. Mais la sensibilisation à ces problèmes a fait certains progrès et de plus en plus de moyens sont mobilisés pour y faire face.

Sur cette toile de fond, 1992 promet d'être l'année des grands défis pour l'Afrique, autant sur le plan politique qu'économique et social. L'amorce de solutions aux conflits militaires pourrait être actualisée. Sur le plan des besoins humanitaires, les plus grands efforts pour combattre les fléaux sociaux et naturels seront à peine entamés. Après la consolidation des acquis précaires sur le plan des réformes politiques, le problème du militarisme en Afrique fera de plus en plus l'objet de contraintes internationales. De même, les projets d'intégration régionale deviendront plus indispensables pour maximiser l'impact des réformes économiques et pour minimiser la fragilité des économies nationales. Enfin, il n'est pas encore certain que les nouvelles instances politiques auront plus de succès que les précédentes pour réduire la corruption et l'indiscipline civile. Toutefois, les progrès accélérés de 1990-1991 laissent présager que les jeunes générations plus instruites, qui percent présentement, commenceront à démontrer en 1992 que le concept d'une meilleure gestion de l'État et de la société civile s'implante lentement en Afrique.

Document d'information

LES RELATIONS BILATÉRALES DU CANADA AVEC LES PAYS D'AFRIQUE

La présence officielle du Canada en Afrique, qui a plus d'une trentaine d'années, s'étend sur l'ensemble du continent avec des représentants canadiens en poste dans 21 pays d'Afrique. Plus récemment, notre présence s'est élargie avec l'ouverture d'une ambassade en Namibie, en 1990, et la participation canadienne aux exercices de maintien de la paix des Nations Unies au Sahara occidental et en Angola, ainsi qu'avec notre participation active aux programmes d'assistance humanitaire dans la corne de l'Afrique. En outre, plus d'une vingtaine de pays africains ont sollicité, au cours des deux dernières années, l'expérience canadienne en matière constitutionnelle et électorale.

L'élément le plus évident de nos relations avec les pays africains demeure, depuis la fin des années 50, l'aide publique au développement qui, sur le plan bilatéral, totalise près de 7 milliards de dollars, en plus de nos contributions importantes dans le cadre d'autres programmes, ainsi qu'aux organisations internationales. L'engagement du Canada envers l'Afrique demeure une priorité et les sommes indicatives au titre de la planification de l'aide bilatérale au développement pour les cinq prochaines années pourraient se chiffrer à plusieurs milliards de dollars. À ceci s'ajouteraient d'autres programmes connexes, ainsi que nos contributions aux organismes multilatéraux, dont la part destinée à l'Afrique continuera d'être substantielle.

Historiquement, la coopération désintéressée des Canadiens avec l'Afrique trouve ses racines au début du siècle, dans le missionnariat des institutions religieuses canadiennes. De plus, la présence des organisations non gouvernementales canadiennes sur le continent africain s'est avérée un phénomène important et continue à jouer un rôle complémentaire d'envergure sur le plan humanitaire et celui de l'assistance au développement. Par ailleurs, un nombre grandissant d'étudiants africains viennent compléter leurs études au Canada.

Sur le plan économique, nos échanges commerciaux de biens, d'équipements et de services, qui ont été très variés, totaliseraient plus de 40 milliards de dollars durant les trois mêmes décennies. La période la plus active se retrouve à la fin des années 70 et au début des années 80. Depuis lors, le niveau de nos échanges se maintient, s'étant chiffré à 2,2 milliards de dollars en 1990 et ayant atteint 1,5 milliard pour les neuf premiers mois de 1991.

Un des aspects importants de nos relations avec les pays africains est que nous maintenons un dialogue politique sur les plans bilatéral, d'une part, et multilatéral, d'autre part, au sein d'organisations internationales. Le Canada a multiplié ses interventions diplomatiques auprès de divers pays lors d'événements particuliers et de crises nationales. Le Canada a aussi fourni son appui actif à la recherche de solutions aux conflits sur le continent africain. Ce

dialogue s'étend également bien au-delà des institutions à caractère politique, soit dans les domaines économique, social, culturel et technique. L'activité de pointe du Canada au sein du Commonwealth et de la Francophonie favorise souvent l'Afrique sur le plan du développement et nous rapproche de plus en plus par le biais du dialogue politique.

Le Canada a pris position très clairement sur les questions de la démocratisation, du respect des droits de la personne et de la garantie des libertés civiles et individuelles. Le Canada voit dans le respect de ces valeurs fondamentales et universelles un critère essentiel pour permettre à toutes les couches de la société de participer à un développement efficace. Dans ce contexte, le Canada apporte son assistance et offre ses compétences pour appuyer les pays africains qui ont entrepris des réformes politiques et économiques. Le leadership du Canada, principalement au sein du Commonwealth et autres organismes, aura été des plus importants dans la campagne pour le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud.

En somme, les relations du Canada avec l'Afrique auront, au cours de la dernière décennie, clairement dépassé le stade de l'oeuvre missionnaire et de l'appui au développement. Bien que ces éléments demeurent fondamentaux, nos relations prennent de plus en plus le caractère du dialogue et du partenariat, autant dans le domaine politique qu'économique, social et culturel.

Document d'information

L'ÉVOLUTION DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LE CANADA ET LES PAYS AFRICAINS

Le développement économique de l'Afrique du Nord et subsaharienne continue d'offrir d'importants débouchés pour l'exportation de biens et de services canadiens. Les entreprises canadiennes ont fait d'importants progrès sur le marché africain au cours des 20 dernières années, et notre présence dynamique au sein du Commonwealth et de la Francophonie, ainsi que nos initiatives en matière de remise de dettes ont rehaussé l'image du Canada sur ce continent. Les dirigeants africains, tant du secteur public que du secteur privé, ont répondu à cette attitude en nous faisant part de leur réel désir d'accroître les relations commerciales avec notre pays et d'attirer des investissements canadiens en Afrique.

Le Canada s'est acquis une place de choix dans de nombreux marchés d'Afrique depuis quelque temps déjà. Nos échanges commerciaux de biens, d'équipements et de services, qui ont été très diversifiés, représentent, pour les trois dernières décennies, un total de plus 40 milliards de dollars. Les périodes les plus actives ont été la fin des années 70 et le début des années 80. Depuis lors, la valeur de nos échanges commerciaux se situe régulièrement aux environs des 2 milliards de dollars par an.

En Afrique du Nord, la plupart des pays ont entrepris d'importantes réformes économiques qui favorisent l'investissement étranger, encouragent l'expansion du secteur privé ainsi que la libéralisation du commerce et de l'économie et préparent, à plus long terme, la convertibilité de la monnaie. Le fait que les besoins de ces pays en matière de développement de l'économie et de l'infrastructure correspondent à nos points forts dans les secteurs de l'industrie et de l'exportation, le fait que nous puissions leur fournir, en français, la technologie nord-américaine fort convoitée ainsi que l'existence de programmes d'aide au développement et de financement à l'exportation sont tous des facteurs supplémentaires qui ont contribué à renforcer la présence commerciale du Canada dans la région.

En Afrique subsaharienne, un certain nombre de pays continuent de subir les effets de l'incertitude politique et des graves problèmes liés à la dette et à la balance des paiements. Cependant, la majorité des pays poursuivent leurs programmes de réforme axés sur les ajustements de la structure économique et ont amélioré leur rendement. Un élément important qui a joué dans la région ces dernières années est le fait que divers gouvernements accordent de plus en plus d'importance, sur le plan politique, au développement de leur secteur privé, avec lequel nous continuerons d'établir et de maintenir des relations d'affaires.

Les réformes en cours en Afrique offrent à la fois de nouvelles possibilités et de nouveaux défis aux exportateurs canadiens. La plupart des pays s'efforcent de diversifier et de restructurer leur infrastructure économique et de renforcer leurs petites et moyennes

entreprises. Ils mettent davantage l'accent sur l'éducation et la formation et de nouvelles possibilités intéressantes apparaissent dans les domaines de la consultation, de la formation, des services financiers et de gestion, du fait des programmes de privatisation.

Dans le cadre d'un programme proactif d'expansion du commerce, le Canada concentrera ses efforts dans des projets commerciaux portant sur des secteurs précis, qui privilégieront le financement multilatéral et commercial et les missions spécialisées vers les pays qui nous intéressent le plus. Nous nous efforcerons d'atteindre notre objectif, c'est-à-dire de mieux faire connaître les ressources canadiennes en Afrique et les débouchés qu'offrent les marchés africains au Canada, en réalisant un programme de communication qui s'adressera aux milieux d'affaires canadiens et africains.

La Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale continueront d'être les principales sources de financement, surtout pour les projets qui entrent dans le cadre des programmes nationaux de réforme économique et de restructuration industrielle. Nous nous efforcerons tout particulièrement d'aider les entreprises canadiennes à tirer parti des occasions que ces programmes fourniront. Ceci s'applique aussi au financement de projets en vertu des programmes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), surtout de ceux de la Direction générale du partenariat canadien. La politique de prudence de la Société pour l'expansion des exportations (SEE), qui découle de l'application de critères utilisés à l'égard des pays éprouvant des difficultés avec le remboursement de leur dette, et l'accès limité au financement à des conditions de faveur nécessiteront la mise en place de nouvelles sources de financement.

Les pays d'Afrique qui intéressent particulièrement le Canada sont les pays d'Afrique du Nord, le Nigéria, le Gabon, l'Angola, le Kenya, le Zimbabwe, le Cameroun, la Zambie, la Tanzanie et la Côte d'Ivoire. Du point de vue sectoriel, nos efforts porteront surtout sur les secteurs du pétrole et du gaz, de l'agro-alimentaire, des transports, des télécommunications, de l'exploitation minière, de la production et du transport d'électricité, ainsi que des services de gestion et de consultation. L'infrastructure industrielle, l'énergie, le matériel et les services informatiques, l'éducation et la formation, ainsi que le développement des pêcheries seront également au nombre des activités prioritaires entreprises dans certains pays.

Au cours des quelques prochaines années, le développement économique de l'Afrique devrait offrir d'importantes possibilités dans plusieurs secteurs pour les exportateurs canadiens de biens et de services, qui pourront prendre appui sur les progrès réalisés ces dernières décennies et explorer de nouveaux débouchés, notamment les importations d'Afrique lorsqu'elles seront économiquement réalisables.

Document d'information

LE CANADA, FRANC PARTENAIRE DE L'AFRIQUE

L'Afrique est à un tournant. Depuis quelques années, le continent est engagé dans une voie difficile de changement majeur dans les domaines politique, économique et social. La régression, ou au mieux la stagnation économique des années 80 a contraint nombre de gouvernements à adopter des programmes ambitieux d'ajustements structurels affectant sérieusement les rapports entre le citoyen et l'État.

Plus de la moitié des nations africaines ont déjà emprunté le chemin des réformes. Nombre d'autres s'approprient à le faire. L'abandon de régimes autoritaires en faveur d'institutions démocratiques, une ouverture à un pluralisme politique, l'encouragement de l'initiative privée dans la vie économique sont autant de tendances qui soutiennent le mouvement de transformation balayant l'Afrique. Ces mutations entraîneront des soubresauts qui retiendront l'attention mondiale.

Les bouleversements qui secouent le continent africain se déroulent alors que la scène internationale se métamorphose. La fin de la rivalité Est-Ouest, l'émergence d'une Europe consolidée, l'attrait accru du modèle de société pluraliste et d'économie de marché, le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud sont autant de facteurs qui amènent l'Afrique à s'interroger sur son présent et son avenir. Le Canada, plus que jamais, entend soutenir les efforts des pays africains dans cette phase difficile de leur évolution vers des institutions politiques et un régime économique qui répondent davantage aux aspirations populaires.

Le Canada s'est toujours montré solidaire de l'Afrique. Depuis le mouvement d'indépendance des années 60 jusqu'aux années difficiles actuelles, le Canada s'est affiché comme un partenaire constant et soucieux d'assurer un développement bénéfique et soutenu. La dualité linguistique du Canada et son appartenance au Commonwealth et à la Francophonie ont facilité l'émergence, dans l'esprit et le cœur de nombreux dirigeants et citoyens canadiens, d'une meilleure compréhension des réalités africaines. Depuis 30 ans, le Canada a appuyé la lutte contre le racisme et l'apartheid dans la partie australe du continent. Et le Canada continuera d'appuyer et d'encourager la recherche de solutions aux conflits qui persistent sur le continent.

Le Canada est également un ardent défenseur du dialogue Nord-Sud. Les liens tissés au sein du Commonwealth et de la Francophonie et le partage de langues communes ont amené avec raison plusieurs pays d'Afrique à considérer le Canada un peu comme leur défenseur auprès du monde industrialisé et des institutions financières internationales. Le Canada n'a pas trahi cette confiance. Nos efforts au niveau du traitement du problème de la dette extérieure illustrent bien l'attitude canadienne.